

Dernier budget avant élections

Les élus régionaux se réunissent pour trois jours de débat budgétaire. Cette séance est la dernière avant l'élection de la nouvelle assemblée en mars prochain. Elle aura des accents de campagne électorale.

MATHIEU HÉBERT > mathieu.hebert@nordeclair.fr

Comme chaque fin d'année, les élus régionaux débattent du budget de l'année à venir. L'exercice revêt cette année un caractère particulier, en raison de la réforme des collectivités, mais aussi et surtout parce qu'il s'agit de la dernière séance plénière avant les élections du mois de mars.

Bernard Roman, vice-président (PS) chargé des Finances, présentera ce matin un budget sensiblement identique à celui de 2009 : pas de hausse de la fiscalité et maintien des niveaux d'investissement et d'emprunt. « C'est un budget de reconduction », résume-t-il.

Fort du rapport positif dressé par la Chambre régionale des comptes (*notre édition du 16 octobre*), il ne manquera pas de souligner les finances saines de la collectivité. Le budget régional s'élève à un peu plus de 2 milliards d'euros. L'essentiel des dépenses est consacré aux lycées, au transport (le



Bernard Roman, vice-président chargé des Finances (PS). Archives NE

TER principalement), à la formation et à l'apprentissage, les grandes compétences des conseils régionaux.

Avant le vote de vendredi, les groupes fourbissent déjà leurs arguments. « On se prépare à tous les scénarios », indique Bernard Roman. À gauche, le groupe com-

muniste regrette que l'exécutif ait « accompagné » plutôt que « combattu » les « politiques gouvernementales ». Il sera, encore, critique vis-à-vis du bilan PS-Verts, promet Alain Bruneel (PCF). Le groupe a déposé une douzaine d'amendements. Si certains sont acceptés par la majorité, il pourrait s'abstenir lors du vote de vendredi, permettant ainsi l'adoption du budget.

À droite, Jean-Pierre Bataille, le Monsieur Finances du groupe UMP, répétera ses classiques : « Fiscalité, endettement, recherche... Nous sommes les derniers de la classe ». Il pointe aussi le « saupoudrage » des investissements, quitte à se froisser avec certains de son camp : le Louvre-Lens ? « Pas une priorité ». Le Grand Stade de Lille ? « 45 millions d'euros, c'est quinze points de fiscalité ! Doit-on se mêler de football ? » « Offensif », Jean-Pierre Bataille prévient : « En période de Noël, il n'y a pas de petit cadeau ». ●